

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 24 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GXO LOGISTICS

Zone d'activité d'Artenay-Poupry
Secteur Villeneuve
28140 Poupry

Références : VAT20240210
Code AIOT : 0010011779

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2023 dans l'établissement GXO LOGISTICS implanté Zone d'activité d'Artenay-Poupry Secteur Villeneuve 28140 Poupry. L'inspection a été annoncée le 22/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GXO LOGISTICS
- Zone d'activité d'Artenay-Poupry Secteur Villeneuve 28140 Poupry
- Code AIOT : 0010011779
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société GXO LOGISTICS exploite une plateforme logistique relevant du statut SEVESO Seuil Haut.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Portes coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 08/10/2013, article 07/04/06	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois
8	Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 12.	/	Demande d'action corrective	2 mois
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.	/	Demande d'action corrective	2 mois
10	Installations électriques et équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Seveso seuil haut – Formation aux risques et aux situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 - alinéa 3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	SGS – Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 – Annexe 1 -Point 5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	REX Allume-feux	Code de l'environnement du 25/10/2022, article L.541-2	Susceptible de suites	Sans objet
5	Ecrans de cantonnement	Arrêté Préfectoral du 08/10/2013, article 7;1;1 et 7.3.2.1.5	Susceptible de suites	Sans objet
6	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Rapport assureur	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.2.	/	Sans objet
11	Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'...	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 22.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Seveso seuil haut – Formation aux risques et aux situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 - alinéa 3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation des entreprises extérieures aux risques et situations d'urgence
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 17/04/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en oeuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manoeuvre des moyens de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 25/10/2022 :</u> Le personnel des entreprises extérieures, excepté pour la société d'intervention, ne reçoit pas de formation sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident sur le site.</p> <p><u>Réponse du pétitionnaire par courrier du 27/04/2023 :</u> La sensibilisation des intervenants est réalisée au moment de la rédaction du plan de prévention</p>

des risques dont le contenu reste à disposition des inspecteurs DREAL. Cette sensibilisation porte sur les risques de notre installation, principalement l'incendie, et la conduite à tenir en cas d'accident ou incident via le support de formation que vous trouverez en pièce jointe. Ce support est désormais joint aux plans de prévention.

Constat du 28/09/2023 :

Par sondage, l'inspection des installations classées a examiné le plan de prévention, signé par M.LOZADA, en date du 03/04/2023 au profit de la société FIVO Services. Le document consulté montre qu'il a été renseigné notamment sur les parties concernant les risques des installations et la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident sur le site.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : SGS – Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8 – Annexe 1 -Point 5

Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation des entreprises extérieures et exercices aux situations d'urgence

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/10/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 17/04/2023

Prescription contrôlée :

En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.

Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.

Ces procédures font l'objet :

- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; [...]

Constats :

Constats du 25/10/2022 :

La société qui réalise le gardiennage n'est pas identifiée dans le POI. L'exploitant doit s'assurer de la formation de cette société aux situations d'urgence.

<p><u>Réponse du pétitionnaire par courrier du 27/04/2023 :</u></p> <p>Une petite incompréhension doit être à l'origine de votre remarque. En effet, nous nous conformons aux exigences, comme cela figure bien dans votre compte rendu sur le point de la prescription contrôlée, en réalisant des procédures nous permettant de maîtriser la gestion des situations d'urgences et de former le personnel intervenant dans la réalisation de ces procédures. Comme indiqué au point N°1 concernant la société extérieure de gardiennage, cette formation est réalisée à l'occasion de la rédaction du plan de prévention et à l'occasion de sessions de formations spécifiques à leurs rôles dans le POI (voir pièce jointe).</p> <p><u>Constat du 28/09/2023 :</u></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que la société qui réalise le gardiennage est identifiée dans le POI (plan d'opération interne) daté de septembre 2023. Le POI mentionne également que les agents de cette société sont formés aux situations d'urgence pour intervention en dehors des heures ouvrables.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>/</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Portes coupe-feu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2013, article 07/04/06</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 17/04/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.</p> <p>Un contrôle de l'ensemble de l'installation est fait par une personne désignée à cet effet, après la fin du travail, avant fermeture des locaux. Un registre consigne l'exécution de ce contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats du 25/10/2022 :</u></p> <p>L'exploitant n'a pas fourni de document démontrant que toutes les portes coupe-feu sont opérationnelles.</p>

Réponse de l'exploitant par courrier du 24/04/2023 :

Nous vous informons qu'un contrôle interne mensuel de l'état des portes est effectué par échantillonnage. Les travaux sont engagés au fur et à mesure des observations afin de garder des portes opérationnelles.

Constat du 28/09/2023 :

Les documents suivants ont été présentés à l'inspection des installations classées :

- [1]. Rapport FiVO consécutif à la réalisation en date du 19/06/2023 d'opérations de maintenance sur les portes coupe-feu battantes et coulissantes.

- [2]. Devis (offre de prix), non signé par l'exploitant, du 01/08/2023 de la société FiVO relatif à la remise en état de 62 portes coupe-feu (montant 31 723,32 € TTC) ; De l'analyse des documents [1], il ressort le constat de 71 portes coupe-feu non conformes sur les 228 vérifiées. 2 portes coupe-feu n'ont pas été vérifiées.

De l'analyse des documents [2], il ressort l'absence de mesures de remise en état sur 9 portes coupe-feu. Une interrogation se pose sur l'absence de vérification sur les 2 portes coupe-feu qui n'ont pas été vérifiées.

A l'issue de la visite, l'inspection des installations classées a signifié à l'exploitant que les portes coupe-feu de l'établissement ne sont pas toutes en état de fonctionnement.

Réponse de l'exploitant par courrier du 19/02/2024 :

Nous entretenons régulièrement les portes coupe-feu. Vous trouverez ci-joint plusieurs bons d'intervention émis de septembre à novembre 2023 attestant des travaux sur les portes en continu

Cependant, après test interne de l'asservissement des portes coupe-feu le samedi 18/11/23, nous avons relevé 9 portes coulissantes sur les 73 qui ne s'étaient pas complètement fermées. À ce jour, ces portes sont maintenues fermées en permanence et nous travaillons avec le prestataire FiVO pour lever ces anomalies dès que possible. Pour information, nous envisageons également fortement de changer de prestataire.

Analyse de l'inspection des installations classées :

Les bons d'intervention transmis ne permettent pas de justifier de la remise en état de l'ensemble des 71 portes coupe-feu identifiées comme non-conformes par la société FiVO lors de la vérification du 19/06/2023. Par ailleurs, aucun élément n'est apporté sur la vérification des 2 portes coupe-feu qui n'ont pas été vérifiées en date du 19/06/2023. Il est à noter la notification de réalisation d'opérations de remise en état similaire sur des bons d'intervention portant des dates différentes. Concernant les 9 portes coupe-feu coulissantes qui ne se ferment pas complètement, leur maintien en position fermée doit être maintenu en toute circonstance, dans l'attente de leur remise en état opérationnelle.

Constat d'écart : Les documents présentés lors de l'inspection et ceux transmis post-inspection ne permettent pas de justifier de l'opérationnalité de l'ensemble des portes coupe-feu de l'établissement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : REX Allume-feux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/10/2022, article L.541-2
Thème(s) : Risques chroniques, Élimination des déchets
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite • date d'échéance qui a été retenue : 17/04/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats du 25/10/2022 :</u></p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la gestion des déchets, concernés par les incidents d'octobre et novembre 2020, conformément aux dispositions de l'article L.541-2 du code de l'environnement. Les justificatifs d'élimination de ces déchets doivent être transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant par courrier du 24/04/2023 :</u></p> <p>Absence d'élément de réponse transmis.</p> <p><u>Constats du 28/09/2023 :</u></p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter d'élément de réponse relatif à la non-conformité relevée lors de la précédente inspection du 25/10/2022.</p> <p>A l'issue de la visite, l'inspection des installations classées a réitéré l'écart de la précédente inspection relatif à l'absence de justification de la gestion des déchets, concernés par les incidents d'octobre et novembre 2020, conformément aux dispositions de l'article L.541-2 du code de l'environnement.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant par courrier du 19/02/2024 :</u></p> <p>Nous ne comprenons absolument pas pour quelles raisons, un sujet déjà clôturé par vos services depuis plus de 3 ans, vient à réapparaître. Nous contestons intégralement le caractère que vous donnez envers GXO sur « l'absence de justification de la gestion des déchets concernés ». Nous vous avons démontré à l'époque des faits, notre réactivité à communiquer sur le sujet, à traiter cet</p>

<p>incident jusqu'à sa finalisation qui a été que notre client a fait reprendre par son fournisseur les produits incriminés. Nous vous invitons donc à reprendre l'ensemble des échanges de cette époque que nous vous avons transmis et qui atteste pourtant bien de façon formelle la justification de la gestion des produits concernés.</p> <p>Analyse de l'inspection :</p> <p>Les recherches effectuées ont permis de retrouver la trace de la copie du bordereau de suivi de déchets dangereux n° 20SFQ130CC relatif à l'évacuation en date du 17/11/2020 de 6 tonnes de déchets d'allume feu. Ce document permet de répondre à la non-conformité relevée lors de l'inspection du 28/09/2023.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>/</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Ecrans de cantonnement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/10/2013, article 7;1;1 et 7.3.2.1.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Cantonnement</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite • date d'échéance qui a été retenue : 17/04/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 71.1 :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p> <p>Article 7.3.2.1.5 :</p> <p>(...)Les écrans de cantonnement sont constitués soit par des éléments de la structure (couverture, poutre, murs), soit par des écrans fixes, rigides ou flexibles, ou enfin par des écrans mobiles asservis à la détection incendie. Les écrans de cantonnement sont DH 30, en référence à la norme NF EN 12 101-1, version juin 2006.</p>

<p>Constats :</p> <p><u>Constats du 25/10/2022 :</u> Des écrans de cantonnement sont abîmés.</p> <p><u>Réponse du pétitionnaire par courrier du 24/04/2023 :</u> Absence d'élément de réponse transmis.</p> <p><u>Constats du 28/09/2023 :</u> Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un devis du 03/03/2023 de la société Face Service Expert relatif à la réparation des écrans de cantonnement abîmés. En l'absence de présentation du devis signé par la société XPO et d'un bon d'acceptation de commande émis par la société Face Service Expert, la non-conformité relevée lors de la précédente inspection a été réitérée.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant par courrier du 19/02/2024 :</u> Comme vous pourrez le constater, à la lecture du bon d'intervention de la société FACE, nous avons fait réparer les écrans de cantonnement en date du 17/11/23 (PV de réception en pièce jointe).</p> <p><u>Analyse de l'inspection des installations classées :</u> Le document transmis permet de répondre à la non-conformité relevée lors de la présente inspection.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>/</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Etat des stocks

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.</p> <p>Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts</p> <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.Cet état est tenu à disposition du préfet, des</p>
--

services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.
Constats : L'exploitant dispose sous informatique d'un état des stocks répondant aux dispositions du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Pas d'écart constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rapport assureur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts
Prescription contrôlée : Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le rapport de visite de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par son assureur, la société RSA. <u>Ce document aurait mérité d'être daté et signé par l'assureur.</u> Pas d'écart constaté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 12.
Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts
Prescription contrôlée : <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p>
Constats : <p>Pour rappel, l'entrepôt est constitué de 25 cellules de stockage (référencées de A à Y), de locaux de charge, d'une chaufferie et de locaux de stockage de palettes. Le présent contrôle a porté uniquement sur la détection incendie des 25 cellules de stockage.</p> <p>Selon l'exploitant, la détection automatique d'incendie est assurée d'une part par le système d'extinction automatique d'incendie pour l'ensemble des cellules de stockage et d'autre part par un système infra-rouge pour les cellules A à S. Les déclarations de l'exploitant corroborent les informations contenues dans l'étude de dangers de 2012 de l'établissement.</p> <p>Afin de justifier du respect des prescriptions contrôlées, l'exploitant a présenté les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- [1]. Rapport n° TBS-230811-VM1 de la société FINSECUR consécutif à la maintenance préventive du 11/08/2023 du système de détection incendie des installations exploitées par la société GXO à Poupry (1^{ère} visite de maintenance)- [2]. Compte rendu de vérification périodique Q7 du 11/08/2023 délivré par la société FINSECUR (domaine : détection automatique d'incendie SDI (Système de Détection Incendie) et CMSI (Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie). Ce compte rendu fait référence au document [1] ci-dessus.- [3]. Compte rendu d'intervention du 29/06/2023 du service maintenance de l'établissement. <p>De l'examen du document [1], il ressort que le SDI automatique de l'établissement est assuré par l'intermédiaire de 42 détecteurs optiques de fumées, 16 détecteurs par aspiration et 217 détecteurs linéaires. En conclusion, à l'issue de sa visite l'organisme de maintenance fait état des éléments suivants :</p> <p>.../...</p>

Observation technicien	N°	E/A/C
La protection secteur n'est pas spécifique avec différentiel. Le disjoncteur de la central doit avoir son propre différentiel. (Page "Rapport de Visite")	1	Amélioration
La protection secteur doit être directement en amont de l'armoire principale. Si tel est le cas, il doit y avoir une étiquette rouge au dessus de ce disjoncteur ce qui n'est pas le cas. Ce rapprocher d'un électricien pour vérif et modif éventuelle. (Page "Rapport de Visite")	2	Amélioration
A l'arrivée du technicien, l'ECS n'était pas en état de veille. TOUT L'ECS CELLULE A a S ETAIT MIS HORS SERVICE (Page "Rapport de Visite")	3	Ecart
Absence de dossier SSI (rappel : le dossier d'identité du SSI doit être constitué par le coordinateur SSI). (Page "Rapport de Visite")	4	Constat
Une ou plusieurs anomalies ont été constatées durant les essais des ZD (Voir page Essais Fonctionnels SDI)	5	Ecart
A l'arrivée du technicien, le CMSI n'était pas en état de veille. PILE REPORT HS (Page "Rapport de Visite")	6	Constat
Une ou des batteries sont jugées insuffisantes (Année, tension, intensité : voir page Relevés Alimentations pour plus de détail)	7	Constat
Pas d'essai compartimentage (Page "Essais Fonctions SMSI" + "Maintenance des DAS - Compartimentage")	8	Constat

Selon les déclarations de l'exploitant, aucune action n'a été engagée pour remédier aux écarts, aux constats et aux points d'amélioration relevés par la société FINSECUR.

L'inspection note également l'absence de résultats d'essai d'alarme sur de nombreux équipements du SDI. Pour autant, le rapport précise :

- une adaptation de la détection par rapport aux risques ;
- une couverture totale des volumes de l'établissement par la détection incendie.

Néanmoins, il n'est pas mentionné dans le rapport si tout l'ECS (Équipements de contrôle et de Signalisation) des cellules A à S a été remis en veille.

Concernant le document [2], l'inspection n'a pas de remarque à formuler.

Concernant le document [3], il est consécutif à la réalisation d'une simulation d'une chute de pression au niveau du sprinkler et vérification de la chaîne d'alerte et de fonctionnement prévue (fonctionnement point F en cellule K). Il ressort de cet essai un bon fonctionnement du déclenchement des alarmes mais que certaines portes coupe-feu non fonctionnelles ne se sont pas fermées.

A l'issue de la visite, l'inspection des installations classées a signifié à l'exploitant que le système de détection automatique d'incendie de l'établissement n'était pas opérationnel dans toutes les cellules de stockages.

Réponse de l'exploitant par courrier du 19/02/2024 :

Les travaux seront réalisés par le prestataire FINSECUR à partir du 11 mars 2024. Nous vous tiendrons informé de l'avancement de ce point. Toutefois, nous vous rappelons que cette détection est redondante avec celle du sprinkler et qu'en aucun cas son non-fonctionnement ne peut mettre en cause le fonctionnement actif de l'installation sprinkler.

.../...

<p>Constat d'écart : Les éléments présentés lors de l'inspection et ceux transmis post inspection ne permettent pas de justifier que chaque sous-système du ou des systèmes de détection automatique d'incendie de l'établissement (cellules, locaux techniques, et bureaux situés à proximité des stockages) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - déclenche une alarme avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant (cas du sprinklage pour l'ensemble des cellules et de la détection redondante qui comporte des éléments hors services) - déclenche le compartimentage pour chaque cellule de stockage avec le système de sprinklage et/ou le système redondant de détection automatique d'incendie. <p>Par ailleurs, l'exploitant informera l'inspection des installations classées des mesures prises pour remédier à l'ensemble des points relevés par la société FINSECUR consécutif à la maintenance préventive du 11/08/2023 du système d'extinction automatique d'incendie de l'établissement, particulièrement sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - A l'arrivée du technicien, l'ECS (Équipements de Contrôle et Signalisation) n'était pas en veille. Tout l'ECS des cellules A à S étaient hors service (Page « Rapport de visite). - Une ou plusieurs anomalies ont été constatées durant les essais des ZD (Voir pages essais fonctionnels SDI) . - A l'arrivée du technicien, le CMSI (Centralisation de Mise en Sécurité Incendie) n'était pas en veille. Pile report HS (Page « Rapport de visite). -Une ou plusieurs batteries sont insuffisantes (Années, tension, intensité : voir pages relevés alimentations). - Pas d'essai de compartimentage.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiabiles combustibles et à leurs conditions de stockage.</p>

Constats :

Les documents suivants ont été examinés* par l'inspection des installations classées :

- [1]. Rapport final du 23 octobre 2014 de la société SC ENGINEERING relatif à la qualification du système d'extinction automatique d'incendie au respect des exigences de la norme NFPA pour les 10 cellules de stockage**.
- [2]. Courrier de la société COFELY AXIMA du 11/12/2014 relatifs à la levée des réserves et observations émises dans le document [1].
- [3]. Compte rendu de la société AXILMA consécutif à la vérification du 6 au 08/03/2023 du système d'extinction automatique d'incendie de la société GXO.

* : examen par sondage

** : il s'agit des 10 premières cellules construites (n° A à K).

De l'examen du document [1], il ressort que l'organisme de qualification précise que le système de protection sprinkler installé répondra aux exigences NFPA 20 et 30 après la levée de plusieurs réserves émises. Par ailleurs, le document précise, que :

- la protection a été conçue selon la norme NFPA 13 pour la protection des marchandises classées NFPA Classes I à IV en racks ou palettisées, et pour les plastiques non expansés et cartonnés, stockés empilés ou palettisés.
- la protection a été conçue selon la norme NFPA 30 pour la protection des liquides inflammables dans des contenants en verre ou plastique de moins de 4L de capacité.
- la protection a été conçue selon la norme FM Global DS 7.31 pour la protection des aérosols.

Par ailleurs, ce document ne traite que d'un bâtiment constitué de 10 cellules de stockage et d'une zone centrale de préparation. Il s'agit donc, à priori, des cellules B à K.

Le document [2] atteste de la levée des réserves mentionnées dans le document [1].

Concernant le document [3], celui-ci fait état d'une non-conformité à lever au plus vite, de plusieurs propositions d'amélioration et de l'absence de constats de non-conformité susceptible de mettre en échec le système . La non-conformité relevée est relative à la présence de produits hautement inflammables dans la cellule A1 dans laquelle le réseau sprinkler en place n'est pas adapté.

Lors de la visite sur site, l'inspection des installations classées a constaté, à l'intérieur de la cellule C, la présence de liquides inflammables dans des contenants de 50 et 200 litres.

A l'issue de la visite, l'inspection des installations classées a signifié à l'exploitant la présence de contenants de liquides inflammables non-conformes à la certification du système d'extinction automatique incendie.

Réponse de l'exploitant par courrier du 19/02/2024 :

Comme le stipule notre demande d'autorisation d'exploiter, les cellules de liquides inflammables :

- Sont équipées d'une installation d'extinction automatique d'incendie de type sprinkler adaptée aux produits entreposés
- Sont isolées des cellules voisines par des murs et portes coupe-feu 2h (REI 120). Ce compartimentage permet d'éviter la propagation de l'incendie par diffusion de la nappe enflammée
- Sont équipées d'un dispositif de rétention déportée dimensionnée pour pouvoir accueillir 50% du volume stocké dans les cellules dédiées. Des avaloirs permettent de collecter et envoyer

vers la rétention ces liquides enflammés.

En complément, l'ensemble de nos cellules est en cuvette vers les avaloirs conçus de telle sorte que les liquides inflammables ne peuvent en ressortir par gravité.

L'ensemble de ces équipements est construit afin d'isoler de façon « physique » les réseaux de chaque cellule et ainsi de ne pas permettre l'écoulement de liquide inflammable enflammé vers une autre cellule.

Analyse de l'inspection des installations classées :

Les réponses apportées par l'exploitant ne permettent pas de justifier de la remédiation de l'écart relevé. Par ailleurs, cet écart est complété sur l'absence de qualification du système d'extinction automatique d'incendie pour les 14 autres cellules de stockage de l'établissement.

Constats d'écart : L'exploitant ne dispose pas des documents lui permettant de justifier que le système d'extinction automatique d'incendie de toutes les cellules de stockage de l'établissement est adapté aux produits stockés et à leurs conditions de stockage, conformément à un référentiel reconnu. Par ailleurs :

- des liquides inflammables en contenants de 50 et 200 l sont stockés dans la cellule C et en contenants de 200 et 1 000 l dans la cellule D contrairement aux dispositions du rapport final du 23 octobre 2014 de la société SC ENGINEERING, relatif à la qualification du système d'extinction automatique d'incendie des A à K de l'établissement, qui précise que la protection a été conçue selon la norme NFPA 30 pour la protection des liquides inflammables dans des contenants en verre ou plastique de moins de 4L de capacité.
- des contenants de liquides hautement inflammables sont stockés dans la cellule A1, contrairement à la qualification du système d'extinction automatique d'incendie de la cellule qui n'autorise pas ce genre de produits (cf compte rendu de la société AXILMA consécutif à la vérification du 6 au 08/03/2023 du système d'extinction automatique d'incendie de la société GXO).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Installations électriques et équipements métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.
Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : Les documents suivants ont été présentés à l'inspection des installations classées : - [1]. Rapport APAVE n° 19406.38.62.23.E.001 du 08/09/2023 consécutif à la vérification périodique annuelle du 4 au 5/09/2023 des installations électriques de la société GXO à Poupry (Art R.4226-16 du code du travail). - [2]. Certificat Q18 APAVE du 08/09/2023 consécutif à la vérification du 4 au 5/09/2023 des installations électriques de la société GXO à Poupry (Domaine Q18). - [3]. Suivi de la réalisation des actions correctives liés aux écarts relevés lors de la vérification du 4 au 5/09/2023 des installations électriques de la société GXO à Poupry (réf document [1]). De la consultation des documents [1] à [3], il ressort : <u>Documents [1] :</u> - 7 observations relevées par l'organisme de contrôle : - les limitations d'intervention suivantes : <ul style="list-style-type: none">. les essais des dispositifs différentiels n'ont été réalisés que partiellement.. la mise hors tension du transformateur HTA et les mesures associées n'ont pu être réalisées.. l'absence d'accès sécurisé n'a pas permis à l'organisme de contrôle de tester dans les règles de l'art tous les dispositifs différentiels à courant résiduel (DDR) sur les canalisations préfabriqués supérieur à 4 mètres.. la continuité à la terre des appareils d'éclairage notés inaccessibles au chapitre 'Examen des circuits terminaux' (soit masses 'inac', soit 'inac h > 4m') n'a pu être vérifiée.. 6 nouvelles cellules (repère de T à Y), installation non contrôlée (hors contrat).. l'absence de transmission de l'exploitant à l'organisme de contrôle des rapports de vérification initiale pour les installations suivantes : cellules (repère de T à Y), départs D50 à D56 TGBT , toute la nouvelle installation en cellule J le local HT/BT. - 3 limitations d'intervention particulières concernant le poste HT/BT, la cellule J et l'extension des cellules T a Y + bureau pole 2 (Depuis 2019). <u>Documents [2] :</u> - une vérification complète des installations électriques - la mention en conclusion que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion. - la mention d'un constat de danger relatif à l'inadéquation des matériels ou des canalisations électriques dans les locaux à risque d'incendie et/ou zones à risque d'explosion. - l'absence de vérification des dispositifs différentiels à courant résiduel.

Documents [3] : Dans ce document, il est mentionné le traitement de 5 anomalies sur les 7 relevées du 4 au 5/09/2023.

A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a présenté les rapports de vérification des installations électriques au titre des années 2022 et 2020. La consultation de ces rapports met en évidence l'absence de vérification des installations électriques des cellules T à Y.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées fait remarquer à l'exploitant, que le document [2] ne pouvait aucunement mentionner une vérification complète des installations électriques au regard des limitations d'intervention mentionnées dans le document [1].

A l'issue de la visite, l'inspection des installations classées a signifié à l'exploitant que les installations électriques ne sont pas toutes vérifiées et que celles des cellules T à Y n'ont pas été vérifiées depuis au moins 4 ans.

Réponse de l'exploitant par courrier du 19/02/2024 :

Un contrat de vérification des installations électriques de l'extension du bâtiment a bien été établi et la vérification réalisée. En pièce jointe, le rapport comporte des préconisations et observations que nous allons lever avec la société DAGUY qui a émis un devis dont nous sommes en attente de réception pour procéder aux travaux de remise en conformité. Nous vous tiendrons informé de la finalisation de ces travaux. Pour rappel, le caractère d'observation sur un rapport électrique n'entraîne pas de risque mais qu'il s'agit d'information d'amélioration potentielle.

Analyse de l'inspection des installations classées :

L'exploitant a transmis le rapport APAVE n° 100178100-001-1 du 11/12/2023 consécutif à la vérification du 28 au 30/11/2023 des installations électriques du bâtiment extension comprenant notamment les cellules 10b, 11, 12, 13a, 13b et 14. Ce rapport fait état d'une limite d'intervention générale, d'une limite d'intervention particulière et de 42 observations sur l'état des installations électriques vérifiées.

A priori, mais cela reste à confirmer par l'exploitant, les cellules T à Y mentionnées ci-avant correspondent aux cellules 10b, 11, 12, 13a, 13b et 14.

Les justificatifs d'actions correctives liées aux observations relevées lors des 2 vérifications des installations électriques au titre de l'année 2023, devront être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constat d'écart : L'ensemble des installations électriques de l'établissement n'a pas été vérifiée au titre de l'année 2023 pour les 2 vérifications effectuées pour les périodes du 4 au 5/09/2023 et du 28 au 30/11/2023.

Demande :

L'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées de la correspondance des références des numéros de cellules T à Y et 10b, 11, 12, 13a, 13b et 14. Dans le cas contraire, le constat d'écart sera complété sur l'absence de vérification des installations électriques au niveau des cellules T à Y.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions

correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 22.
Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre. L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation. L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Contrôle documentaire :</u></p> <p>Par sondage, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de présenter les derniers rapports de contrôle des exutoires de fumées, des robinets incendie armé (R.I.A) et des postes incendie additivés (P.I.A). Les documents suivants ont été présentés à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - [1]. Compte rendu de la société SCUTUM INCENDIE consécutif à la vérification d'entretien du 16/03/2023 des exutoires de fumées de la société GXO à Poupry ; - [2] . Rapport de la société AXIMA consécutif à la maintenance annuelle des R.I.A et des P.I.A de l'établissement en date du 10/10/2022. <p>Nota : Le Poste Incendie Additivé est un matériel de lutte contre l'incendie qui diffère d'un RIA, par l'installation d'un agent extincteur composé d'eau et d'un liquide émulseur permettant de lutter contre des feux spécifiques qui ne peuvent être maîtrisés uniquement par l'eau.</p> <p>Le document [1] ne mentionne aucun écart pour les équipements vérifiés.</p> <p>Concernant le document [2], celui-ci fait état en conclusion de plusieurs recommandations et des 2 non-conformités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « Installation de bidon d émulseur ou additif sur les P.I.A non conforme Articles 2,5 du référentiel

APSad

R5- Numéro 12,13,14,15,16,47,49,50,51,52,62,63,64,65,66,67 ;

- « Non conformité due a une venturi HS.

Pour lever l'ensemble de ces points, l'exploitant a déclaré à l'inspection des installations classées qu'un devis était en cours de signature.

Contrôle sur site :

Sur site, il a été procédé à un test de fonctionnement de la pompe jockey et du groupe moto-pompe du système d'extinction automatique de l'établissement. Ces 2 tests se sont déroulés correctement.

A noter que le local où se trouve le groupe moto-pompe (GMP) du système d'extinction automatique de l'établissement comporte également 2 autres GMP pour l'alimentation des poteaux incendie de l'établissement.

Le niveau haut de remplissage des 2 cuves d'eau d'alimentation des GMP sprinklage et poteaux incendie a été constaté.

Un test d'écoulement du point F du poste de contrôle n° 28 a été effectué. Lors de ce test, l'inspection des installations classées a constaté que la majorité des portes coupe-feu de la cellule concernées s'est fermée sauf pour la porte coupe-feu n° 54 qui est restée ouverte. L'exploitant s'est engagée à laisser cette porte coupe-feu fermée le temps de sa remise en état opérationnel. Concernant, l'écoulement d'eau au point F et le déclenchement de l'alarme durant ce test, l'inspection n'a pas de remarque à formuler.

A l'issue de la visite, l'inspection des installations classées a signifié à l'exploitant que les PIA n'étaient pas tous en bon état de fonctionnement.

Réponse de l'exploitant par courrier du 19/02/2024 :

L'intervention avec la société FORTEN réalisée du 13 au 15/02/2024. Vous trouverez en pièce jointe le bon de fin de travaux.

Analyse de l'inspection des installations classées :

Le bon de fin de travaux transmis permet de répondre aux recommandations et aux 2 non-conformités formulées dans le document [2].

Pas d'écart constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

/

Type de suites proposées : Sans suite